

Politique | Adonis Georgiadis

Ils apportent au Parlement les 13 heures et la semaine de travail de 78 heures



Le ministre du Travail, Adonis Georgiadis Eurokinissi, présente aujourd'hui le nouveau projet de loi sur le travail au Parlement.

La discussion du projet de loi d'Adonis Georgiadis commence aujourd'hui au sein de la commission compétente du Parlement. Il prévoit également des contrats zéro heure

VIEUX LIVITSANOS 14 septembre 2023 06:07

Malgré l'ombre lourde que les inondations meurtrières en Thessalie ont jetée sur la vie politique du pays, la volonté du gouvernement de procéder à l'adoption du projet de loi travail, qui a déjà provoqué les réactions de l'opposition et du monde du travail, est inébranlable. La législation qui a été soumise hier au Parlement et qui sera présentée aujourd'hui à la commission parlementaire compétente par le ministre du Travail Adonis Georgiadis, est en cours de promotion selon les procédures prescrites afin d'être votée la semaine prochaine. Nous vous rappelons qu'il prévoit entre autres **l'institutionnalisation de 13 heures de travail par jour** en invoquant la possibilité de travailler pour deux employeurs. Également la fameuse clause du « contrat zéro heure » **qui crée un régime d'otage du travail.**

Selon les dispositions du projet de loi **d'Adonis Georgiadis**, si un "contrat zéro heure" est

signé entre un employeur et un salarié, ou un "contrat personnalisé" comme on le rédige généralement, le salarié s'engage à se mettre presque du tout à la disposition de l'employeur. Dans ce type de contrats, il n'y aura pas de temps de travail, de salaire et d'heures de travail convenus à l'avance. Ces éléments sont remplacés par une référence générale à l'obligation de l'employeur de communiquer les horaires de travail et de référencer les jours de travail. Tandis que le salarié doit fournir son travail après avoir été prévenu par sms ou e-mail jusqu'à 24 heures avant. Il est toutefois possible que le délai d'avertissement soit encore plus court. Le ministre du Travail a défendu cette réglementation avec des déclarations à la télévision publique affirmant qu'elle "donne la possibilité aux entreprises de créer des contrats zéro heure mais avec des travailleurs déclarés qui doivent être informés 24 heures à l'avance et être assurés pour éviter le travail non déclaré".

Dans la même législation, le ministère du Travail invoque la légalisation du travail pour deux employeurs afin de porter la limite journalière de travail à 13 heures. Une disposition qui vient « verrouiller » le projet de loi travail voté en juin 2021 et proposé par Kostis Hatzidakis comme ministre de tutelle, qui a supprimé la « limite » de 8 heures pour le travail quotidien. En outre, le projet de loi Georgiadis comprend des dispositions qui conduisent même à l'abolition formelle du concept d'heures supplémentaires, ce qui avait déjà commencé en 2021. De nouvelles dispositions sont également ajoutées au projet de loi qui rendent difficile la conduite des actions de grève car, entre autres, **il prévoit la criminalisation de l' action syndicale sous prétexte d' empêcher les gens de travailler.**

Réactions

Lorsque les intentions en la matière ont été annoncées début août, SYRIZA, PASOK et le KKE étaient contre la législation d'Adonis Georgiadis. Exprimant leur opposition aux intentions du ministre du Travail.

Rappelons que l'ancienne ministre du Travail et actuelle candidate à la présidence de SYRIZA, **Efi Ahtsioglou** , avait alors évoqué dans son communiqué que « pour ND, pouvoir vivre décemment sans faire plus d'un travail est une notion dépassée. Nous comptons déjà quatre années de recul continu des droits du travail. De la légalisation des heures supplémentaires non rémunérées à la désactivation du S.E.P.E., le cadre de protection des heures est méthodiquement affaibli. La réglementation envisagée sera un nouveau cadeau à la délinquance, une nouvelle façon de contourner les droits du travail. La réponse au manque de personnel ne peut pas être de travailler jusqu'à épuisement mais d'améliorer les salaires et les conditions de travail.

Le PASOK est également prédisposé négativement, ayant souligné que « seul le fait que le premier débat ouvert par le nouveau ministre du Travail de la Nouvelle Démocratie, ne cherche pas à **améliorer les conditions de travail des salariés, mais à les intensifier** , constitue un net recul ». du dialogue pertinent qui évolue au niveau européen mais aussi des besoins réels des travailleurs".

Le PAME (proche du KKE) qualifie la soumission du projet de loi au Parlement de « cruauté envers les animaux », soulignant que « tandis que notre peuple en Thessalie continue de compter les morts et les disparus ensevelis dans la boue, alors que la région est une bombe sanitaire et la pauvreté frappe déjà ses habitants, tandis qu'à Evros, à Phthiotide, dans l'Attique occidentale, à Rhodes les grandes blessures des incendies de l'été sont encore ouvertes, le gouvernement soumet au vote au Parlement la nouvelle loi anti-travail qui abolit la journée de cinq jours et de huit heures, légiférant le droit des **employeurs de donner du jus à leurs travailleurs 13 heures par jour, 78 heures par semaine.**